



Jean-Marc Dreyfus-Levy

Les mutations du nouveau monde

La mondialisation n'a pas commencé avec Internet, ni avec le téléphone, le sé-maphore, la pâte à papier des gazettes, l'imprimerie ou le papyrus. C'est la tendance permanente de l'humanité ancrée dans la capacité, la volonté de chaque individu depuis la nuit des temps d'améliorer son sort et de transmettre ce savoir. Cette vision qui cumule et répand les progrès de génération en génération et qui se propose de les globaliser à l'ensemble des hommes, est le propre de notre culture libérale.

Aujourd'hui, grâce aux avancées technologiques, nous entrons au pas de charge, dans l'ère de la globalisation de l'accès qui rend obsolète les schémas rigides, dirigistes et conservateurs de l'ère industrielle. Sous l'effet de ma Loi de Metcalfe*, la société de l'information augmente de valeur de ma-

nière exponentielle à mesure que de nouveaux utilisateurs accèdent à ses réseaux.

Remettre en cause l'extension de la société en réseau, en jouant sur la peur du changement et le spectre de *Big Brother* multinationaux, ne sert que les intérêts de ceux qui détiennent et contrôlent le patrimoine d'informations, cherchant à protéger leurs acquis.

La mondialisation de l'information n'est pas une nouveauté. Nous en sommes déjà les acteurs. Qui aujourd'hui pourrait contester le droit de tout un chacun de téléphoner quand bon lui semble, à qui il souhaite et d'échanger les informations qui le concernent librement ?

A l'exception notable de certains pays totalitaires et/ou théocratiques, ce sont plus de 3 milliards d'êtres humains qui peuvent, librement et facilement, téléphoner. Nous étions loin de

cette situation il y a seulement dix ans.

Pour arriver à ce gain de liberté, il a fallu lever trois freins :

- **Economique** : Disposer d'un téléphone est peu (ou pas) coûteux. Il suffit d'une carte téléphonique prépayée ou d'un téléphone public ou mutualisé -comme en Inde où ce sont les facteurs qui fournissent lors de leurs tournées plusieurs millions d'utilisateurs. Il n'y a pas si longtemps, il fallait attendre des semaines pour disposer -et à quel prix- d'une ligne téléphonique.

- **Culturel** : Téléphoner est devenu une activité simple à opérer qui ne nécessite pas une formation ou un savoir-faire important de l'utilisateur. Et surtout, les procédures sont les mêmes partout et pour tous, grâce au travail de standardisation -bénéfice de la Mondialisation- réalisé sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Il n'y a pas si longtemps, il fallait se déplacer dans un bureau de Poste, passer par un opérateur, connaître des codes, des procédures complexes et spécifiques pour téléphoner.

- **Technologique** : Etablir des réseaux partout -notamment là



Marie-Paul Anaba

où on ne disposait pas de ressources suffisantes pour bâtir des infrastructures filaires- n'a pas été possible qu'avec la généralisation des technologies mobiles. Si en France, on a par exemple bénéficié d'un changement de modèle en passant du téléphone filaire (35 millions d'abonnés) au mobile (47 millions), ce sont surtout les pays en développement qui ont ainsi pu rattraper leur retard structurel.

La prochaine étape de la mondialisation de l'information est déjà lancée, celle de l'Internet. Grâce à l'augmentation exponentielle des nœuds de connexions (les serveurs), à la distribution des informations sur toutes sortes de terminaux (TV, Mobiles et pas seulement ordinateurs) et à la simplification des techniques d'utilisations, les prochaines années verront l'émergence de la Nouvelle Société de l'Information.

Face à la menace d'un terrifiant retour en arrière (intégrisme,

terrorisme) ou du gel des sociétés dans le conservatisme dirigisme et le refus de la Mondialisation, la Société de l'Information permettra à tous les humains de continuer à avancer dans la voie du progrès et des gains de liberté.

La mondialisation ouvre la perspective de nouveaux Droits de l'Homme numériques, décrits dans la Déclaration de Principe du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) qui s'est tenu à Genève en décembre dernier, sous le haut patronage de l'ONU et de l'UIT, dont l'article 1 est en annexe ci-contre. ●

*Loi de Metcalfe : La valeur d'un réseau est égale au carré du nombre de ses nœuds. En clair, quand le nombre d'utilisateurs d'un réseau augmente, ce dit réseau acquiert de la valeur deux fois plus vite. Lorsqu'une masse d'utilisateurs est atteinte, la valeur du réseau, donc du business, croît de manière exponentielle.

Annexe

Nous, représentants des peuples du monde, réunis à Genève du 10 au 12 décembre 2003 pour la première phase du sommet mondial sur la Société de l'Information, affirmons notre volonté et détermination communes d'édifier un nouveau type de société à dimension humaine n'excluant personne, la Société de l'Information, dans laquelle chacun ait la possibilité de créer, d'obtenir, d'utiliser et de partager l'information et la connaissance, et dans laquelle les individus, les communautés et les peuples puissent réaliser l'intégralité de leur potentiel et améliorer durablement la qualité de leur vie.

Nous réaffirmons également notre détermination à créer une Société de l'Information privilégiant le développement, axée sur l'éradication de la pauvreté et de la faim et sur la réalisation d'un développement socio-économique global et équilibré bénéfique à tous

A venir

02 Fév. 2005 - 04 Fév. 2005
Conférence Régionale Africaine,
Accra (Ghana)

16 Nov. 2005 - 18 Nov. 2005
Sommet Mondial sur la Société
de l'Information - Phase de Tunis
(Tunisie)

Plus d'informations :
www.itu.int/wsis

“ A l'heure
d'Internet : Plus d'informations,
c'est plus de liberté ”

TECHNOLOGIE DE DÉVELOPPEMENT

Le numérique à la portée de tous

IMAGINEZ UNE INFORMATIQUE QUI PERMETTRAIT DE RETROUVER TOUTES SES INFORMATIONS PARTOUT SANS AVOIR À LES RANGER... VOILÀ CE QUE PROPOSE LA TECHNOLOGIE WEB DÉVELOPPÉE PAR L'ENTREPRISE GOTAPP. SA CIBLE : RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE NOTAMMENT DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

« **D**élivrer à chaque individu, dans un espace numérique sécurisé, sur n'importe quel appareil connecté au Web, tous les services nécessaires pour exploiter les informations qui le concernent : voilà l'objectif de la plate-forme de services web intégrés TAPP (1) », explique Jean-Marc Lévy Dreyfus.

Huit chercheurs travaillent sur ce projet, qu'il n'hésite pas à qualifier de révolutionnaire un système Web qui organise, classe, retrouve et vous restitue toutes vos informations -documents, adresses, agendas et e-mails, notes...- sur n'importe quel terminal (PC, PDA, téléphone mobile).

« Dans les pays en voie de développement, TAPP est la solution économique et efficace pour réduire la fracture numérique, car on ne peut pas doter chaque individu d'un ordinateur personnel connecté ni financer les formations pour l'utiliser ».

A la différence des logiciels classiques - outils bureautiques, messageries ...- qui reposent sur la puissance de calcul du PC,

TAPP a été conçu dès l'origine pour le Web, afin de libérer l'utilisateur des problèmes de l'informatique : coûts des matériels et des logiciels, gestion complexe des fichiers et des contenus, apprentissage ardu, faible sécurité en réseau.

De bureaucrate, obligé de nommer, classer, archiver et sécuriser les contenus de son PC, l'utilisateur sous TAPP devient navigateur dans une page Web personnalisée qui lui délivre tous les services nécessaires pour réaliser toutes ses transactions.

« Quelque soit le terminal utilisé, PC ou mobile, pas besoin de posséder votre propre machine pour traiter et entreposer vos données. Désormais, vous travaillez librement à partir de n'importe quel appareil », précise le fondateur de GOTAPP. « Grâce à son Réseau Personnel (2) sur le Web, l'individu est libéré du carcan matériel ».

A l'instar de n'importe quel site en ligne, toutes vos transactions sont pilotées, automatisées et sécurisées par le serveur, qui délivre les pages Web comprenant les liens à cliquer et les formulaires à remplir. « Le résultat de votre travail est organisé, classé et historisé automatiquement, sans que jamais vous ne deviez rien ranger », souligne l'initiateur de TAPP. « Vous pourrez tout retrouver sur un simple mot clé. Vous disposez en permanence d'un moteur de recherche sur les informations de votre Vie ».

GOTAPP est un projet à l'échelle de la Planète, « L'ambition de GOTAPP est de proposer TAPP

comme fondation technologique à un consortium d'acteurs publics et privés, seuls à même de porter ce projet ».

D'ici fin 2005, Jean-Marc Lévy Dreyfus espère qu'à travers des services déployés par ces partenaires, TAPP touchera cinq millions d'utilisateurs. *Un chiffre qui devrait passer à 200 millions en 2006 et à 700 millions en 2007, confie-t-il. TAPP a une vocation universelle : à nous de démontrer ses nombreux champs d'application possible, aussi bien pour les opérateurs télécoms, pour les e-entreprises, pour les e-administrations et pour les ONG, qui pourront mutualiser les points d'accès et faciliter les usages numériques même pour les plus défavorisés ».*

Un système précurseur du numérique solidaire en somme !

Mélanie Matarese

(1) Protocole de points d'accès transactionnels - en anglais Transactional Access Point Protocol

(2) En anglais : PN - Personal Network

Pour plus d'informations : www.gotapp.com et sur www.superwiz.com

Jean-Marc Lévy-Dreyfus, un entrepreneur autodidacte

Il parle le français, l'anglais et l'allemand, s'intéresse à la philologie et se passionne pour la plongée sous-marine... L'initiateur de TAPP, Jean Marc Lévy Dreyfus (52 ans), est un autodidacte. « Je n'ai qu'un bac en poche et je n'ai pas de métier bien défini, assure-t-il. Je suis fondamentalement un entrepreneur... ». C'est en suivant des cours du soir d'architecture d'intérieur qu'il a l'idée de monter de sa première entreprise en 1976 dans le secteur de l'agencement de cuisines. Après une dizaine d'années dans le secteur du meuble, Jean-Marc Lévy-Dreyfus s'est trouvé une marotte : l'informatique. Il est devenu en 1991 éditeur de logiciels de CAO à la tête d'une société revendue en 2000, date à laquelle il a fondé et financé la société Online & Groupware qu'il dirige aujourd'hui. Supportée par l'Agence française de l'innovation, l'ANVAR, sélectionnée Best 40's de Capital IT fall 2002 et nommée à l'European IST Prize 2004, Online & Groupware finance et pilote aujourd'hui le projet GOTAPP.

L'Afrique gèrera désormais ses adresses IP Afrinic, le registre régional africain totalement opérationnel d'ici fin 2004

L'African network information center (Afrinic), l'organisation qui gèrera d'ici fin 2004 l'attribution des adresses IP et ASN sur le continent africain, est fonctionnelle depuis février. Avec elle, le continent franchit une étape cruciale dans la gestion de sa part du réseau mondial : celui de l'adressage. L'African network information center (Afrinic), plus prosaïquement l'organisation non gouvernementale, qui va, d'ici la fin de l'année 2004, gérer effectivement l'attribution des adresses IP (Internet Protocol) [1] et ASN (Autonomous System Numbers) [2], est désormais une réalité. Comme ses autres comparses, l'American registry for Internet numbers (Arin) pour l'Amérique du Nord, l'Asia pacific network information centre (Apnic) pour l'Asie et le Pacifique, le Latin American and Caribbean Internet addresses registry (Lacnic) pour l'Amérique Latine et centrale et les Réseaux IP européens (Ripe-Ncc) pour l'Europe, l'Afrinic est mandatée par l'Internet assigned numbers authority (Iana), la structure qui gère l'allocation des adresses IP au sein de l'Internet corporation for assigned names and numbers (Icann), pour lui suppléer au niveau du continent africain. Concrètement, l'Iana lui alloue des groupes d'adresses qu'elle réalloue à son tour à des fournisseurs d'accès Internet.

Une longue gestation

Ces derniers, sélectionnés sur certains critères, ont rang de registres locaux. C'est cette sélection parfois inadaptée qui justifie en partie l'existence de l'Afrinic. Jusqu'à ce que cette structure prenne la relève, les adresses IP africaines sont et seront gérées par l'Arin, l'Apnic et le Ripe-Ncc. Ce qui constitue un handicap important pour les fournisseurs d'accès africains qui doivent répondre à des critères appliqués à leurs homologues des pays industrialisés ou assimilés où les nouvelles technologies sont plus développées. « L'un d'eux, au sein du Ripe-Ncc, est de justifier de l'utilisation de 4 000 adresses », explique Adiel Akplogan, directeur de projet et directeur exécutif de l'Afrinic joint à Dakar. Son thème : les procédures d'allocation des ressources Internet en Afrique. Afrinic est en gestation depuis 1998.

Falila Gbadamassi

